



CHAPITRE 32

CHAPTER 32

Loi modifiant la Loi des cités et villes

An Act to amend the Cities and Towns Act

[Sanctionnée le 28 janvier 1954]

[Assented to, the 28th of January, 1954]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 233,
a. 135,
remp.

1. L'article 135 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé par le suivant:

1. Section 135 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced.

Epoque
de la con-
fection.

"**135.** Chaque année, avant le premier septembre, si l'élection a lieu le premier jour juridique de novembre, ou avant le premier décembre, si elle a lieu le premier jour juridique de février, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste des personnes inscrites sur les rôles d'évaluation et de perception des taxes de la municipalité et possédant le sens électoral."

"**135.** Prior to the first of September of each year, if the election is held on the first juridical day of November, or prior to the first of December, if it is held on the first juridical day of February, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.

2. L'article 143 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 59, est remplacé par le suivant:

2. Section 143 of the said act, replaced by section 3 of the act 13 George VI, chapter 59, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced.

Greffier
spécial.

"**143.** Si, le troisième jour de septembre ou de décembre, selon que l'élection a lieu le premier jour juridique de novembre ou de février, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district qui la préside, ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête

"**143.** If on the third day of September or December, according as the election is held on the first juridical day of November or of February, the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given and published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district judge presiding over it, or if the latter is absent or unable to act, a district judge to whom the neighbouring district is assigned, on summary petition of

Special
clerk.

sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer cette liste."

any person entitled to be entered as elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare such list."

S.R.,
c. 233,
a. 173b,
aj.

3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 173a, édicté par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 39, le suivant:

3. The said act is amended by adding after section 173a, enacted by section 2 of the act 8 George VI, chapter 39, the following:

Change-
ment de
la date
des élec-
tions.

"173b. Nonobstant l'article 173, le conseil municipal peut, par règlement adopté à la majorité absolue de ses membres et approuvé par le ministre des affaires municipales, décréter que l'élection générale du maire et des échevins de la municipalité aura lieu le premier jour juridique de novembre, au lieu du premier jour juridique de février.

"173b. Notwithstanding section 173, the municipal council may, by by-law passed by the absolute majority of its members and approved by the Minister of Municipal Affairs, enact that the general election for the mayor and the aldermen of the municipality shall be held on the first juridical day of November instead of the first juridical day of February.

Nouveau
change-
ment.

Le conseil peut ultérieurement rescinder ce règlement et changer de nouveau la date de l'élection générale, pour revenir au premier jour juridique de février, au moyen d'un autre règlement adopté à la majorité absolue de ses membres et approuvé par le ministre des affaires municipales.

The council may later repeal such by-law and change again the date of the general election, to revert to the first juridical day of February by another by-law adopted to the absolute majority of its members and approved by the Minister of Municipal Affairs.

Publica-
tion.

Tel règlement n'entre en vigueur et n'a force de loi qu'après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* au moins six mois avant la date qu'il fixe pour la tenue d'une élection générale.

Such by-law shall come into force and have force of law only after its publication in the *Quebec Official Gazette* at least six months before the date it fixes for the holding of a general election.

Terme
d'élection
avancée.

Lorsqu'un règlement changeant la date de l'élection est édicté en vertu du premier ou du deuxième alinéa du présent article, et mis en vigueur, la tenue de la première élection générale est avancée ou reculée de trois mois suivant le cas, et le terme d'office du maire et des échevins alors en fonctions se termine, quant au maire, à l'assermentation du nouveau maire et, quant aux échevins, à l'ouverture de la première séance, générale ou spéciale, du conseil nouvellement élu."

When a by-law changing the date of the election is enacted under the first or the second paragraph of this section, and put into force, the holding of the first general election is advance or delayed by three months, as the case may be, and the term of office of the mayor and of the aldermen then in office shall terminate, as to the mayor, when the new mayor is sworn in and, as to the aldermen, at the opening of the first general or special sitting of the newly elected council."

S.R.,
c. 233,
a. 175,
remp.

4. L'article 175 de ladite loi est remplacé par le suivant:

4. Section 175 of the said act is replaced by the following:

Secrétaire
d'élection.

"175. Au plus tard le dix-huitième jour avant une élection générale, l'officier-rapporteur doit, par commission signée de sa main et suivant la formule 5, nommer un secrétaire d'élection; si celui-ci refuse ou est incapable de remplir les devoirs de cette charge, résigne ses fonctions ou décède avant l'élection, l'officier-

"175. On the eighteenth day before a general election at the latest, the returning-officer, by a commission under his hand and in the form 5, shall appoint an election clerk; if the latter refuses or is unable to perform the duties of such appointment, resigns his office or dies before the election, the returning-officer

R.S.,
c. 233,
s. 175,
replaced.
Election
clerk.

rapporteur peut en nommer un autre, de la même manière, et le remplacer à son tour, advenant une circonstance semblable, en tout temps avant la fin de l'élection."

5. L'article 179 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"179. Au plus tard le seizième jour avant une élection générale, l'officier-rapporteur doit, par avis public signé de sa main et rédigé suivant la formule 7, annoncer: *a*) les lieu, jour et heure fixés pour la présentation des candidats; *b*) le jour de l'ouverture des bureaux de votation pour la réception des votes des électeurs, s'il y a scrutin; *c*) la nomination du secrétaire d'élection."

6. L'article 181 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"181. La présentation des candidates à une élection générale a lieu le vingt-cinq janvier ou, selon le cas, le vingt-cinq octobre, de midi à deux heures de l'après-midi. S'il arrive que le jour de la présentation prévue par le présent article soit férié, elle a lieu le premier jour juridique suivant, aux mêmes heures."

7. L'article 210 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"210. Les bureaux de votation doivent être ouverts à neuf heures du matin et le rester jusqu'à six heures de l'après-midi le même jour. Chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné et de la manière ci-après prescrite, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau; il doit cependant permettre aux ouvriers, artisans et employés de manufacture de voter par présence entre neuf heures et onze heures. Au surplus, le conseil peut, par règlement, fixer à une heure plus éloignée que six heures de l'après-midi, mais non au-delà de huit heures le même jour, la fermeture des bureaux de votation."

may appoint another, in the same manner, and replace him in his turn, in the event of a similar circumstance, at any time before the end of the election."

5. Section 179 of the said act is replaced by the following:

"179. On the sixteenth day before the general election at the latest, the returning-officer shall, by a public notice under his hand and drafted in the form 7, publish: *a*. the place, day and hour fixed for the nomination of candidates; *b*. the day of the opening of the poll for taking the votes of the electors in case a poll is held; *c*. the appointment of the election clerk."

6. Section 181 of the said act is replaced by the following:

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the twenty-fifth of January or, as the case may be, on the twenty-fifth of October, from noon to two o'clock in the afternoon. Should it occur that the nomination day contemplated in this section be a holiday, it shall be held on the first following juridical day, during the same hours."

7. Section 210 of the said act is replaced by the following:

"210. The poll shall be opened at the hour of nine o'clock in the forenoon and kept open until six of the clock in the afternoon the same day. Each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station; he shall however give precedence in voting to workmen, artisans and employees in factories between nine o'clock and eleven o'clock. Moreover, the council may, by by-law, fix a later hour than six o'clock in the afternoon, but not later than eight o'clock in the same day, for the closing of the poll."

S.R.,
c. 233,
a. 179,
remp.
Avis de
l'élection.

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
Date de
présenta-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 210,
remp.
Heures du
scrutin.

R.S.,
c. 233,
s. 179,
replaced.
Notice of
election.

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced.
Date of
nominat-
ion.

R.S.,
c. 233,
s. 210,
replaced.
Hours for
polling.

S.R.,
c. 233,
a. 220,
am.

8. L'article 220 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Invitation à voter.

"220. A neuf heures précises du matin, immédiatement après avoir ainsi fermé la boîte de scrutin, le sous-officier-rapporteur invite les électeurs à voter."

S.R.,
c. 233,
a. 239,
am.

9. L'article 239 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la seizième ligne, le mot "sept" par le mot "neuf".

Id.,
a. 240,
am.

10. L'article 240 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Clôture du scrutin.

"1. A six heures de l'après-midi ou, le cas échéant, à l'heure fixée par le règlement du conseil adopté en vertu de l'article 210, le bureau de votation est fermé et le scrutin est clos, et ce fait est noté au registre du scrutin."

S.R.,
c. 233,
a. 404,
remp.

11. L'article 404 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Durée du scrutin.

"404. Le scrutin dure deux jours juridiques, de neuf heures du matin à six heures de l'après-midi. Le conseil peut cependant, par règlement, en prolonger la durée jusqu'à huit heures du soir."

S.R.,
c. 233,
a. 405a,
aj.

12. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 405, le suivant:

Temps accordé pour voter.

"405a. Tout employeur doit, pendant le jour du scrutin, accorder à chaque électeur à son emploi au moins deux heures pour voter, en outre du temps normalement accordé pour le repas du midi, et il ne doit faire aucune déduction sur le salaire de cet électeur, ni lui imposer aucune peine par suite de son absence durant ces heures.

Compagnies de chemin de fer.

Le présent article s'applique aux compagnies de chemin de fer et à leurs employés, à l'exception de ceux qui sont chargés de la circulation des trains et à qui ce congé ne peut être accordé sans nuire au service.

Peine pour infraction.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent dollars."

8. Section 220 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 220,
am.

"220. At exactly nine o'clock in the morning, immediately after the ballot-box is locked, the deputy-returning officer shall call upon the electors to vote."

Calling electors to vote.

9. Section 239 of the said act is amended by replacing, in the fourteenth line, the word "seven" by the word "nine".

R.S.,
c. 233,
s. 239,
am.

10. Section 240 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following:

Id.,
s. 240,
am.

"1. At six o'clock in the afternoon or, as the case may be, at a later hour fixed by by-law of the council passed under section 210, the poll and the voting shall be closed, and such fact shall be stated in the poll-book."

Closing poll.

11. Section 404 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 404,
replaced.

"404. The poll shall be held on two juridical days, from nine o'clock in the morning to six o'clock in the afternoon. The council may however, by by-law, prolong the duration of the poll until eight o'clock in the evening.

Duration of poll.

12. The said act is amended by adding thereto, after section 405, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 405a,
added.

"405a. Every employer, during polling day, must allow each elector in his employ at least two hours to vote, besides the time usually allowed for the midday meal, and shall make no deduction from the salary of such elector nor subject him to any penalty by reason of his absence during such hours.

Time allowed for voting.

This section shall apply to railway companies and their employees, except those employees engaged in the operation of trains and to whom such time cannot be allowed without impairing the service.

Railway companies.

Any person contravening the provisions of this section shall be guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of one hundred dollars."

Penalty for offence.

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am.

13. L'article 427 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est de nouveau modifié

a en y ajoutant, après le paragraphe 11°, le suivant:

Incinérateurs.

"11°a Pour construire, aménager et exploiter un incinérateur ou autre établissement destiné à la destruction des vidanges et pour conclure, avec toute corporation municipale de cité, de ville ou de village, des ententes pour contribuer à la construction, à l'aménagement et à l'utilisation en commun d'un tel incinérateur ou établissement;"

b) en y ajoutant après le mot "égouts", dans la deuxième ligne du paragraphe 25°, les mots "et aqueducs".

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

14. L'article 429 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 60, et par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 51, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "propriétaires", à la fin du paragraphe 3°, les mots "ou pour prescrire une répartition de cette taxe, soit en raison de l'étendue de front de ces immeubles, soit d'après leur évaluation".

Id.,
a. 431,
remp.

15. L'article 431 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Dépôt des plans.

"**431.** Lorsqu'ils sont terminés, il doit être déposé un exemplaire de chacun de ces plans au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où est située, en entier ou en partie, la municipalité concernée et un autre exemplaire aux archives de celle-ci. Dès que ces plans ont été confirmés et ratifiés par la cour, le greffier de la municipalité doit inscrire sur l'exemplaire conservé aux archives de la municipalité et sur un autre, qu'il dépose ensuite au bureau de la division d'enregistrement où est située la municipalité, une note de cette confirmation, dans les termes suivants: "Confirmé par la Cour supérieure le "."

S.R.,
c. 233,
a. 432,
am.

16. L'article 432 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

13. Section 427 of the said act, amended by section 4 of the act 8 George VI, chapter 39, is again amended

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am.

a. by adding, after paragraph 11, the following:

"11a. To construct, equip and operate an incinerator or other plant for the destruction of garbage, and to make agreements with any other city, town or village municipal corporation to contribute to the construction, to the equipment and to the operation in common of such incinerator or plant;"

Incinérateurs.

b. by adding after the word "drains", in the first line of paragraph 25, the words "and aqueducts".

14. Section 429 of the said act, amended by section 4 of the act 9 George VI, chapter 52, by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59, by section 5 of the act 13 George VI, chapter 60, and by section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 51, is again amended by adding after the words "property-owners", in the last line of paragraph 3, the words "or to prescribe an assessment of such tax, either according to the frontage of such immoveables, or according to their valuation."

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am.

15. Section 431 of the said act is replaced by the following:

Id.,
s. 431,
replaced.

"**431.** As soon as completed, a duplicate of each of such plans shall be deposited in the office of the protonotary of the Superior Court for the district in which the municipality concerned is wholly or partly situated, and another duplicate in the archives of the latter. As soon as such plans shall have been confirmed and ratified by the court, the clerk of the municipality shall enter on the duplicate kept in the archives of the municipality and on another which he shall then deposit in the office of the registration division where the municipality is situated, a note of such confirmation, under the following terms: "Confirmed on the by the Superior Court"."

Deposit of plans.

16. Section 432 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 432,
am.

Modifica-
tion du
plan.

“Sur requête présentée par la municipalité, au moins quinze jours après la publication d'un avis public, tout juge de la Cour supérieure peut ordonner que les plans soient modifiés en conséquence. Un exemplaire des plans ainsi modifiés ou de la partie modifiée de ces plans, ou une description de ces modifications, doit être conservé aux archives de la municipalité et un autre déposé au bureau d'enregistrement, avec l'inscription: “Modifications confirmées par la Cour supérieure le ””

S.R.,
c. 233,
s. 437,
am.

17. L'article 437 de ladite loi est modifié

a) en y ajoutant après les mots “d'eau” dans la cinquième ligne, les mots “et d'égouts”;

b) en y ajoutant après les mots “d'aqueduc” à la fin dudit article, les mots “et aux égouts”.

Id.,
s. 593,
am.

18. L'article 593 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Approba-
tion des
règle-
ments.

“593. Tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Dans les dix jours de l'adoption du règlement par le conseil et avant qu'il soit soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le greffier doit convoquer une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, par avis public indiquant le lieu, le jour et l'heure fixée par le conseil pour la tenue de cette assemblée.

Prési-
dence.

Celle-ci est présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins.

Procé-
dure.

Le greffier du conseil, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur un tel règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, six de ces électeurs demandent que le règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour de la votation sur ce règlement, à une date appropriée, dans les quarante jours suivants.”

Altering
plan.

“Upon petition presented by the municipality, at least fifteen days after publication of a public notice, any judge of the Superior Court may order that the plans shall be altered accordingly. A duplicate of the plans so altered or of the altered part of such plans, or a description of such modifications, shall be kept in the archives of the municipality and another deposited in the registry office with the entry: “Modifications confirmed on the by the Superior Court”.”

17. Section 437 of the said act is amended

a. by adding after the word “pipes” in the fourth line, the words “and sewers”;

b. by adding after the word “waterworks”, at the end of the said section, the words “and sewers”.

R.S.,
c. 233,
s. 437,
am.

18. Section 593 of the said act is replaced by the following:

Id.,
s. 593,
am.

“593. Every by-law ordering a loan, in order to come into force and effect must be approved by the Lieutenant Governor in Council.

Approval
of by laws.

Within the ten days of the adoption of the by-law by the council and before its being submitted for approval to the Lieutenant-Governor in council, the clerk shall call a public meeting of municipal electors who are owner of taxable immoveables, by public notice stating the place, day and hour fixed by the council for the holding of such meeting.

Public
meeting.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by one of the aldermen.

Presi-
dency.

The clerk of the council acting as secretary of the meeting shall read the by-law and submit the same to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within one hour of the opening of the meeting, six of such electors demand that the loan by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables, the chairman of the meeting shall fix the day for voting on such by-law, on a suitable date, within the forty following days.”

Proce-
dure.

- S.R.,
c. 233,
a. 594,
remp.
Approba-
tion des
électeurs.
- 19.** L'article 594 de ladite loi est remplacé par le suivant:
- 594.** Lorsque, en vertu de l'article 593, un règlement d'emprunt doit être soumis à l'approbation des électeurs, le vote est pris, à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs, en la manière prévue par les articles 399 à 410."
- Effet rétroactif.
- 20.** Les dispositions de l'article 14 de la présente loi ont leur effet depuis le premier janvier 1953.
- Entrée en vigueur.
- 21.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
- R.S.,
c. 233,
s. 594,
replaced.
Approval
by elec-
tors.
- 19.** Section 594 of the said act is replaced by the following:
- 594.** When, under section 593, a loan by-law must be submitted for the approval of the electors, the vote shall be taken, on the date fixed by the chairman of the meeting of electors, in the manner provided for by sections 399 to 410."
- Retro-
active
effect.
- 20.** The provisions of section 14 of this act shall have effect from and after January 1st, 1953.
- Coming
into force.
- 21.** This act shall come into force on the day of its sanction.